

ALEXANDRA SFINI / ATHEN

DE L'EMPIRE OTTOMAN A L'ÉTAT GREC: LA FORMATION DU VOCABULAIRE POLITIQUE

La présente étude se propose de schématiser la construction progressive des notions de *Nation*, *Peuple*, *Patrie*, *État*, en grec, notamment durant les dernières décennies du XVIII^e siècle, c'est-à-dire à partir de l'apparition de ces signifiants – ou, du moins, à partir du moment où leur apparition est attestée dans les sens politiques auxquels ils renvoient à l'ère moderne. On examinera le sens de ces termes, qui sont des instances, des modalités de la réalité sociale, la manière dont ils s'interpénètrent dans la diachronie ou leur relation à l'histoire, ainsi que le processus qui a conduit à la naissance des concepts dans la société.

Signalons d'abord que l'investigation manque de rigueur à plusieurs égards: d'une part, le champ d'application couvre très inégalement la période de l'Empire ottoman jusqu'au début du XIX^e siècle; d'autre part, les sources attestant de la présence de ces signifiants sont beaucoup plus les écrits des intellectuels que le corps social; enfin, le dépouillement auquel il a été procédé n'est pas exhaustif. Toutefois, il est à noter que le maintien de tel ou tel élément n'est pas nécessairement significatif; en revanche, toute modification l'est, car elle enregistre une évolution de l'usage.

LES DÉFINITIONS DE L'EMPIRE

Pendant la période de la domination ottomane, les mots désignant en grec un groupement humain –*génos*, *ethnos* et *laos* – sont utilisés alternativement dans les textes. De même, dans certains dictionnaires, la relation établie entre ces trois termes apparaît clairement.

Le plus usité, le mot *génos* (γένος, lat. genus, gens, genitor < gigno: naître), signifie la naissance, la lignée, la famille, la génération, l'origine, le sexe. Suivi d'un nom de famille, d'un adjectif ou d'un nom ethnique, il désigne la tribu, le clan, la race (la race des Turcs, des Roméens, la race blonde: les Russes). Il peut encore s'agir d'un nom collectif qui englobe tous les hommes (le genre

humain). Connoté religieusement, souvent déterminé par l'épithète «malheureux», et, par conséquent, lié à un sentiment de compassion, il renvoie à la captivité de tous les orthodoxes de l'Empire ottoman, réduits à la servitude à cause de leurs péchés, mais aussi à leur statut de fidèles attachés au Patriarcat œcuménique.

Plus vaste que *génos*, le mot *ethnos* (ἔθνος < sanscr. sabha: communauté, assemblée) évoque un grand nombre d'hommes assemblés, un groupement. Il désigne aussi un groupe d'hommes ayant quelque chose en commun (race, peuple/peuplade, secte, tribu). Le plus souvent au pluriel (ἔθνη), il signifie, dans l'Écriture sainte, les peuples infidèles et idolâtres.

Pour désigner les hommes, la foule, le peuple, la peuplade, on use plutôt du mot *laos* (λαός, lat. populus) qui peut représenter une armée ou encore la population d'une région. Parfois au pluriel, il désigne les gens assemblés dans l'église, les «laïcs» opposés aux ecclésiastiques, les fidèles, les ouailles, mais aussi les sujets du monarque dans une relation de soumission et d'affectivité mutuelle. Parfois, il désigne les couches les plus défavorisées, le petit peuple, le peuple des campagnes; l'expression peuple commun (κοινός λαός) est employée pour distinguer la masse du peuple des prélats et du clergé. Il est souvent associé à l'idée de souffrance et de passivité, car le peuple subit une situation donnée; par exemple, en cas de guerre, on parle souvent du peuple malheureux, tourmenté, capturé ou décapité.

En ce qui concerne *patriis* (πατρίς, lat. patria), la valeur locative est indiscutable. Il s'agit d'un territoire lié à l'homme, qui engendre un «groupe d'hommes», la terre paternelle, la terre où l'on est né, le lieu d'où l'on part, où l'on revient. Patriote (ou compatriote) signale une relation de co-localisation: celui qui est du même territoire, pays, région.

Outre les mots susmentionnés, désignant un groupe d'hommes et le lieu où ils habitent, on trouve, dans des contextes liés à l'administration ou au pouvoir exécutif, le terme *kratos* (κράτος), qui signifie d'abord force, bravoure, violence, ensuite pouvoir, gouvernement, souveraineté, autorité, propriété; il est très souvent afférent aux puissants (το κράτος του), ou fait partie d'une expression se rapportant au pouvoir du roi (το κράτος της βασιλείας). Dans le même sens, on emploie le mot «royauté» (βασιλεία), déterminé par un adjectif dénotant la solennité: grande, puissante, éternelle (μεγίστη, κραταιά, διαωνίζουσα). Le mot «royaume» (βασιλείον), en alternance avec les mots État, pays ou lieu (επικράτεια, τόπος), désigne surtout l'étendue du territoire.

HUMANISME ET PATRIOTISME

Les dénominations mentionnées plus haut, sans charge idéologique ou affective marquée, se trouvent plutôt dans des récits, tels que les chroniques. Cependant, dans les écrits de certains érudits grecs, originaires des régions sous domination italienne, la Crète ou les îles Ioniennes, notamment ceux ayant suivi des études en Italie ou ailleurs en Europe, dans des centres de culture humaniste, ressort une sorte de fierté à l'égard de l'origine historique, ainsi qu'un patriotisme à résonance locale; il en est ainsi du patriotisme des nobles Crétois, qui cherchent à affirmer l'existence de la Crète, «patrie glorieuse» du «génos minoen», face à la métropole Venise. Certains lettrés, de par leur éducation humaniste, ont recours à la langue grecque ancienne, parfois avec une charge affective et avec la conviction que l'évolution de la langue est un facteur de détérioration par rapport au passé classique, que la langue moderne doit toujours être comparée à la langue qui l'a engendrée, à savoir le grec ancien, cette «langue-reine» qui a embelli plusieurs langues étrangères; en d'autres cas, ils s'appliquent à cultiver la langue grecque moderne, afin qu'elle devienne l'instrument autogène de la culture et de l'enseignement grec, sous l'impulsion des courants contemporains, quant à la formation des langues nationales. Deux tendances sont donc à signaler, l'une archaïsante, l'autre tendant à la vulgarisation; toutes deux sont cependant liées à une conscience d'appartenance à un groupe culturel, défini par rapport aux valeurs humanistes liées à l'antiquité gréco-latine, et visant à régénérer le «génos malheureux», tombé en l'état de barbarie.

Le courant humaniste, se propageant dans toutes les régions sous domination ou influence vénitienne, suscita un intérêt pour la langue et l'histoire antiques. A la fin du XVII^e siècle, certains lettrés en contact étroit avec Venise, puisent dans des sources occidentales qu'ils traduisent, afin de démontrer la continuité historique des Grecs modernes et des anciens Hellènes, qu'ils présentent comme des modèles à imiter, conformément à la tradition des humanistes italiens. La formation d'une conscience historique d'appartenance au «noble, illustre et glorieux génos des Hellènes», oblige les «descendants des Hellènes», pour éviter qu'ils ne tombent en l'état de barbarie, à imiter les «bonnes mœurs» des ancêtres, à savoir leur éducation, leur sagesse et leur bravoure. A l'occasion des guerres turco-vénitiennes, quelques ouvrages se donnent des objectifs politico-idéologiques en se présentant comme des appels aux puissances chrétiennes étrangères (Italie, Russie), afin qu'elles entrent en campagne contre les Ottomans et libèrent les Chrétiens asservis par les Turcs. Dans ces textes, deux oppositions fondamentales apparaissent, mettant en relation les idéaux humanistes et les idéaux religieux: Hellènes / barbares d'une part, fidèles orthodoxes / infidèles musulmans de l'autre. Vers la fin du XVII^e siècle,

sous l'influence de l'humanisme religieux et dans les foyers culturels des principautés roumaines, des œuvres historiques et géographiques, philosophiques et scientifiques seront traduites du grec ancien par des lettrés grecs.

L'ÉVOLUTION VERS LE POLITIQUE. LUMIÈRES – RÉVOLUTION

Le courant humaniste continua à inspirer les érudits grecs, du fait qu'il permettait un rapprochement avec le passé glorieux. Cependant, au cours des dernières décennies du XVIII^e siècle, une nouvelle différenciation sémantique commence à se faire jour dans les écrits politiques, historiques et moraux. Certains intellectuels grecs cherchent à définir les caractéristiques particulières des différentes nations, relativement à leur évolution sociale, politique et culturelle. Ainsi, dans les écrits du dignitaire phanariote Démètre Catardgi et de ses disciples, Grégoire Constantas et Daniel Philippides, le mot *ethnos* est fréquemment utilisé pour désigner les ensembles culturels de la Péninsule balkanique et de l'Asie mineure, à savoir les Grecs, les Turcs, les Arméniens, les Bulgares, les Albanais, les Valaques, les Juifs. Chez Catardgi particulièrement, une théorie politique est développée: le mot *ethnos* désigne la société civile des Grecs chrétiens, formant une nation distincte au sein de l'Empire ottoman, une formation historico-culturelle et, en même temps, une entité politique, source d'une puissance cachée et dominée jusqu'à présent, qui aspire à son existence autonome. La synonymie entre nation (έθνος) avec la société civile (πολιτική κοινωνία) met l'accent sur la participation aux institutions politiques de l'Empire. Catardgi écrit dans son *Conseil*:

...nous ne sommes pas une nation qui forme son propre gouvernement, mais nous sommes soumis à une autre nation plus forte (...) cela ne signifie pas que nous n'avons pas une patrie, car nous ne sommes pas tout à fait exemptes du gouvernement de nos possesseurs. Nous sommes une nation liée au pouvoir suprême par nos prélats (...) dont plusieurs ont des dignités accordés par le roi lui-même, ainsi les patriarches, les grands drogmans, les hospodars de la Moldovalachie¹.

Le sens de nation renvoie ici à un idéal: la nation conçue comme totalité, animée d'une volonté, une entité culturelle et politique. Selon la définition du *Dictionnaire de l'Académie (1694–1762)*, «une nation est constituée par tous les habitants d'un même État, d'un même pays, qui vivent sous les mêmes lois et

¹ Catardgi Démètre, *Essais*, p. 44.

usent du même langage»; de même, dans l'*Encyclopédie* de Diderot, nation est un «mot collectif dont on fait usage pour exprimer une quantité considérable du peuple, qui habite une certaine étendue de pays, renfermée dans de certaines limites, et qui obéit au même gouvernement».

Catardgi décrit très concrètement, par le mot *ethnos*, la population grecque de l'Empire, en insistant sur l'origine culturelle, la langue et l'histoire de la nation. Les Grecs (Ῥωμαῖοί) sont les descendants des Hellènes (Ἕλληνες), la langue grecque est la fille du grec ancien. Il insiste en outre sur l'unité politique réalisée sous un gouvernement commun, formé par des prélats «qui nous lient entre nous comme ils nous lient à l'État ottoman», ainsi que sur l'unité territoriale: «nous sommes une nation, nous avons une patrie, terre chérie»². En parlant d'une même nation, il dit la nation, toute la nation, notre nation. Ce groupe dit *nation* s'est constitué en corps au sein de l'Empire, s'est doté d'organisations politiques pourvue de privilèges, il a des lois civiles et des règles ecclésiastiques. Dans ce contexte, on trouve des expressions comme: le progrès, le bonheur, la gloire de la nation, l'instruction publique de toute la nation, la culture commune, devenir une nation policée et digne d'envie. Suivant les *Encyclopédistes* français, Catardgi parle de l'esprit national, des lois, des coutumes, des mœurs de la nation. De l'autre côté, l'idée nationale grecque, en cours de formation à ce moment-là, présupposait le respect envers les autres nations balkaniques, la confiance mutuelle, l'égalité, la tolérance religieuse. Ces concepts, déjà élaborés par Catardgi, témoignaient de la modification de la pensée chez les intellectuels grecs qui, tout en s'appuyant sur leur tradition œcuménique, constituaient, dans le Sud-Est européen, le canal de transmission d'un discours prérévolutionnaire, éclairé, patriotique et national, par le biais de l'*Encyclopédie Méthodique*.

La charge affective est plutôt exprimée par la notion de *patrie*, qui devient synonyme des mots *génos* et *ethnos*. Le concept politique de nation résume les anciennes formes du patriotisme et les développe, en définissant l'unité non seulement réelle, mais aussi idéale d'un pays. L'idée de nation grecque, entité politique en captivité qui, pourtant, participe au gouvernement de l'Empire, implique, selon Catardgi, l'amour de la patrie, comme pour les nations autonomes. Le patriotisme apparaît en tant que qualité morale caractérisant le citoyen bon et sage, suivant la maxime d'un «homme savant», Rousseau: «il faut aimer sa nation plus que sa famille et sa famille plus que soi-même», écrivait le citoyen de Genève, comme l'écrit aussi Catardgi³. L'amour de la patrie est la première vertu du citoyen. Catardgi fait la distinction entre le bon citoyen

² Ibid., p. 46.

³ Ibid., p. 45.

de la nation, instruit, digne, se devant d'être utile à sa nation et de servir sa patrie, et les «traîtres» à la patrie, qui refusent, abandonnent, méprisent la patrie.

L'affectivité introduite dans la notion de patrie sera amplement développée par Rhigas et les autres patriotes grecs, et une force d'allégorisation maternelle s'y attachera: on se bat pour défendre la mère patrie, il n'y aura pas d'idéal plus beau que celui de mourir pour sa patrie. Le maître-mot de la rhétorique de Rhigas, dans l'adaptation libre de la Constitution française de 1793, est le mot *patrie*, mot polyvalent, chargé d'affectivité, permettant des rapprochements imaginaires multiples: terre natale et commune qu'on hérite, terre des ancêtres, terre des hommes libres, lieu où l'on est bien, pays où règnent la raison et les lumières; la Démocratie hellénique est une patrie cosmopolite dans le sens de l'adage d'Isocrate: «Hellènes sont tous ceux qui participent à notre culture». Dans son *Thourios*, Rhigas reprend le thème de la patrie souffrante qui appelle ses enfants, image qui revient dans le *Francaaglorusse*. Chez Adamance Coray, l'intellectuel grec par excellence qui séjournait à Paris, la patrie se présente «courbée sous le joug, les yeux noyés dans les larmes». Dans la *Nomarchie hellénique* ou un discours sur la liberté, ouvrage publié en Italie en 1806, le maître-mot est patrie, lié à la notion de liberté, car l'idée de la patrie ne peut exister que chez les hommes libres. En vulgarisant le discours de Périclès, l'auteur anonyme rappelle que le mot patrie, chez les anciens Hellènes, évoquait l'idée de liberté et de bonheur. Les glorieux ancêtres, en tant que citoyens libres, aimaient leur patrie plus que leur vie, qu'ils étaient prêts à sacrifier au service de la patrie. Par contre, les contemporains n'entendent, par le mot patrie, que le lieu de leur naissance, car ils sont privés de liberté. Ainsi, *philopatriote* et *philhellène* s'identifient, l'accent est mis sur le patriotisme, la «libération de notre patrie commune qui est Hellas». Toutefois, à l'opposé de l'exemple de Thémistocle, Aristide, Socrate, Lycurgue et les Spartiates, l'idée de liberté résonne comme un crime mortel aux oreilles de la prêtraille grecque, ces milliers de religieux vivant aux dépens des pauvres.

Un climat nettement anti-clérical imprègne les écrits des patriotes grecs: les ecclésiastiques, le haut clergé surtout, ces «bandits» qui vendent les mystères de l'Église, ces «loups affamés», selon Coray, qui dépouillent les pauvres chrétiens pour vivre dans l'oisiveté, sont les ennemis de la patrie et de la liberté. Ils envisagent le génos comme la totalité des fidèles orthodoxes, indissociables de l'Empire ottoman. Par contre, l'opposition riches-pauvres, évoquée par les patriotes, introduit une division du génos dans le champ de la classification sociale. De même, les épithètes péjoratives qui suivaient autrefois le nom collectif «Turc» et divisaient le monde en deux grands ensembles fidèles / infidèles, suivent à présent les ensembles moins grands que sont les nations, introduisant, sur toute une gamme de valeurs, des oppositions dépassant l'antinomie huma-

niste Hellènes / barbares: la nation grecque sage, brave et valeureuse est ainsi opposée à la nation turque, qualifiée d'acceptations péjoratives, telles que nation barbare, féroce, cruelle, tyrannique, arrogante, lâche, paresseuse, naïve, pédante, ignorante, superstitieuse ...

Il en résulte un combat, fortement empreint d'idéologie, qui est aussi un combat des mots, illustré dans les différentes brochures circulant à l'époque: les uns resteront dans le champ de la fidélité à la «haute, puissante et dominante royauté ottomane», de la soumission au gouvernement politique présent, établi par la volonté divine, lequel garantit l'ordre du monde et la sécurité des peuples chrétiens élus, de la totalité du «génos orthodoxe», et condamneront la Révolution française, ce «malin serpent primordial, auteur du mal», et ses partisans; les autres revendiqueront la liberté, le progrès, le bonheur de la nation grecque, des lois qui expriment «l'opinion commune et unanime du peuple», et une organisation politique sur le modèle des nations civilisées, des peuples éclairés de l'Europe, en premier lieu des Français. «Dès ce moment, la vanité nationale fit place à l'attitude d'un peuple qui sort de la barbarie ... qui se prépare à devenir nation ...» écrit Coray dans son fameux *Mémoire* sur l'état actuel de la civilisation en Grèce, communiqué devant la Société des Observateurs de l'Homme en 1803.

L'effervescence intellectuelle et le nouveau discours politique, introduit à travers le débat sur la Révolution française, donnèrent naissance aux nationalismes locaux, qui inaugurèrent la formation des États modernes du Sud-Est européen. En effet, la formation étatique de la Grèce, premier État de la région balkanique auquel aboutit le mouvement national grec en 1828, prit principalement pour base le modèle adopté dans la France révolutionnaire. Les Déclarations grecques des droits de l'homme et du citoyen, se fondant sur le principe de liberté et d'égalité, les Constitutions grecques révolutionnaires (de 1822, 1823 et 1827), libérales et démocratiques, contenant des formules comme «An II de la liberté hellénique», montrent clairement la continuité d'une tradition issue des institutions de 1789. Il est à noter que, durant la première phase qui a suivi la formation de l'État grec, c'est le terme de *nation* qui assume les fonctions politico-juridiques. Ainsi, en 1822, la Constitution Provisoire d'Épidaure commence par la Proclamation de l'existence et de l'indépendance politiques de la «Nation des Hellènes», obtenues à l'issue de la guerre nationale contre les Turcs. Dans les premières Constitutions grecques, le maître-mot est nation (έθνος); il est remarquable que le terme état en soit quasiment absent –de même il était absent des premiers Constitutions françaises. Apparaissent alors des expressions, telles que assemblée nationale, gouvernement national, volonté nationale, armées nationales, caisse nationale, dépenses de la nation, propriétés nationales, ainsi que les relations diplomatiques entre deux nations. L'addition la plus significative est sans doute celle qui porte sur l'organisation

politique (droits, lois, constitution, gouvernement d'une nation). C'est là enfin qu'on trouve les modifications apportées par la Révolution française à l'idée de nation.

La Constitution de Trézène (1827) souligne l'idée de la souveraineté nationale dans l'article 5, ainsi rédigé: «L'État Hellénique est un et indivisible; la souveraineté réside dans la Nation. Tout pouvoir a sa source en elle et existe à son profit». La nation est ainsi le support de la souveraineté et s'identifie au peuple hellénique (*ελληνικός λαός*), tandis que la patrie, toujours étroitement associée à la nation et au peuple, reçoit le surplus de la charge affective: on défend la patrie, on venge la patrie, on jure au nom de Dieu et de la patrie. Par contre, le terme *κράτος* (état) continue à être plutôt appliqué à l'État ottoman et à la tyrannie du despotisme. État hellénique (*ελληνική επικράτεια*) dans le sens de terre hellénique (*ελληνική γη*) sont utilisés pour désigner l'espace territorial de la souveraineté, espace qui demeure encore indéterminé, tandis que le critère par excellence pour acquérir la nationalité hellénique est la «foi chrétienne». Le critère de religion, évidemment plus large que celui de langue ou d'origine ethnique, facilite la naturalisation des populations hors du territoire de l'État.

Le terme *nation* s'impose ainsi comme terme politico-juridique, utilisé dans des contextes liés à l'administration ou au pouvoir exécutif, qui s'organise comme une autorité plus abstraite, souveraine, comme l'État. Néanmoins, la nation n'est pas seulement une personnalité politico-juridique, source de légitimité; elle est surtout un être historique et culturel. La dimension nationale restera beaucoup plus vaste et plus marquée que la dimension étatique dans l'imaginaire collectif, formant un lieu où idéologies et affectivités s'affronteront au cours des années suivantes.

BIBLIOGRAPHIE

- ARGYROPOULOS, R., «Patriotisme et sentiment national en Grèce au temps des Lumières», *Folia Neohellenica*, 6 (1984), 7–14.
- BERZA, M., «L' Humanisme dans le Sud-Est de l' Europe. Conclusions», *Actes du IIe Congrès du Sud-Est européen*, vol. 4, Athènes 1975, 527–536.
- CÂNDEA, V., «Les intellectuelles du Sud-Est européen au XVIIe siècle», *RESEE*, 8 (1970), 181–230, 623–668.
- CATARDGI Démètre, *Essais*, éd. K. Th. Dimaras, Athènes 1974 (en grec).
- CORAY Adamance, *Brochures politiques (1798–1831)*, éd. anastatique, préface L. Droulia, Athènes, Centre des Recherches Néohelléniques/ Fondation Nationale de la Recherche Scientifique (CRN/FNRS), 1983 (grec/français).
- DASCALAKIS, A., *La constitution de Rhigas Velestinlis*, Athènes 1976 (en grec).
- DIMARAS, C. Th., *Les Lumières néohelléniques*, Athènes 1977 (en grec).

- Ephéméris, Vienne 1791–1797*, éd. L. Vranoussis, I–VI, Athènes 1995 (en grec).
- KITROMILIDES, P. M., *Tradition, Enlightenment and Revolution. Ideological Change in Eighteenth and Nineteenth Century Greece*, Harvard University 1978.
- La Révolution française et l'Hellénisme moderne, Contribution hellénique à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution française*, Actes du IIIe Colloque d'Histoire, Athènes, CRN/FNRS, 1989.
- Le Frangaglorusse*, éd. C. Th. Dimaras, Athènes 1990 (en grec).
- MANESSIS, A., «L'activité et les projets politiques d'un patriote grec dans les Balkans vers la fin du XVIIIe siècle», *Balkan Studies*, 3 (1962), 75–118.
- Nomarchie Hellénique*, éd. G. Valetas, Athènes 1982 (en grec).
- PANTAZOPOULOS, N. J., *Rhigas Velestinlis. L'idéologie politique de l'hellénisme, précurseur de la Révolution*, Thessalonique 1964 (en grec).
- PHILIPPIDES Daniel, Constantas Grégoire, *Geographie Néoterique*, éd. C. Coumariou, Athènes 1988.
- SPHINI, A., *Langue et mentalités au Phanar (XVIIe–XVIIIe siècles). D'après les 'Ephémérides' de P. Codrica et d'autres textes du milieu phanariote*, Doctorat nouveau régime, Paris 1991.
- SFINI, A., «Vocabulaires et l'Aufklärung: Les 'Ephémérides' de P. Codrica». *Culture et Société Néohelléniques*, Actes d'un Congrès International dédié à la mémoire de C. Th. Dimaras, textes recueillis par Dimitris Apostolopoulos, CRN/FNRS Athènes 1995, 195–220 (en grec).
- SFINI, A., «Nations et systèmes de valeurs dans les journaux phanariotes (fin 17e- début 19e siècle)», Actes du Congrès International *Osmanlı'dan Cumhuriyet'e. Problemler, araştırmalar, tartışmalar*, Tarih Vakfı Yurt yayınları, Istanbul 1998, 91–103 (en turc).
- SFINI, A., *Écrivains étrangers traduits en grec. XVIe–XVIIe siècles*, CRN/FNRS, Collection Histoire des Itées 3, Athènes 2003 (en grec).
- SVOLOS, A., *Les Constitutions helléniques, 1822–1952*, Athènes 1972 (en grec).
- THIRIET, Fr. E., «La formation d'une conscience nationale hellénique en Roumanie latine (XIIIe–XVIe siècles)», *RESEE*, 13 (1975), 187–196.
- TSOURKAS, Cl., «Les premières influences occidentales dans l'Orient orthodoxe», *Balkanica*, 6 (1943), 333–356.
- VRANOSSIS, L., *Rhigas*, Athènes 1953 (en grec).

ALEXANDRA SFINI

FROM THE OTTOMAN EMPIRE TO THE GREEK STATE: THE FORMATION OF THE POLITICAL VOCABULARY

This paper gives a brief survey of the evolution of the notions of Nation, People, Homeland and State in Greek, with special emphasis on the last decades of the 18th century, when they had to be explicitly expressed, and on their sequels in modern times. It also shows terms denoting authorities and modalities of social reality and their interrelation with one another describing their history and their development in society. In the writings of some Greek scholars the synonymy between nation and civil society emphasises the participation of the political institutions of the Empire. Patriotism appears as a moral quality of the wise and good citizen, a clearly anti-clerical climate

marks the works of the Greek patriots. A fight charged with ideology – that is also a fight of words – is illustrated in the various brochures that circulated some time: the ones prodded the Greek people to remain in the field of loyalty to the “supreme, powerful and dominant” Ottoman monarchy, while others urged them to claim freedom, progress and happiness for the Greek nation and a political organisation based on the French model. The intellectual effervescence and the conceptual change introduced by the debate on the French Revolution gave birth to local nationalism inaugurating the setting up of the modern States in South-East Europe.